

Les subsides

Le fait est que certains projets ont été entrepris par l'entremise des services généraux du bureau de l'Expansion industrielle régionale. Ce bureau prépare une synthèse de suggestions et d'idées qui ont été avancées. Il y a également d'autres groupes au Bureau du Conseil privé qui organisent certaines idées. La déclaration du député voulant que des gens soient déjà sur place et planifient une adroite campagne de publicité est le genre de non-sens et d'absurdités qui sèment la confusion au sein de la population et faussent le débat à la Chambre. J'aimerais que le député s'abstienne de faire ce genre de déclarations.

• (1540)

M. Keeper: Madame la Présidente, le ministre pourrait-il ne pas se contenter simplement des notes que lui transmettent ses collaborateurs. Ce bureau se trouve dans ma circonscription de Winnipeg. Nous avons reçu des appels de gens qui y travaillent. Ils l'ont qualifié de service des initiatives relatives à l'Ouest ou de développement de l'Ouest. J'exhorte donc le ministre à examiner plus à fond la question.

En outre, pourrait-il revenir sur la déclaration qu'il a faite tout à l'heure, lorsqu'il a affirmé que le budget du Manitoba s'en prenait surtout aux plus défavorisés. Manifestement, il déforme complètement les faits au sujet des véritables répercussions de ce budget.

Selon moi, le ministre se fonde sur ce qu'on a dit au lendemain du budget dans le *Winnipeg Free Press* ou le *Winnipeg Sun*, et je peux donc comprendre comment il a été induit en erreur. Cependant, je tiens à lui signaler que ce budget s'en prend davantage aux gens à revenu élevé, tout en venant en aide aux pauvres. Je prie le ministre de bien vouloir procéder aux vérifications qui s'imposent.

M. Mazankowski: Madame la Présidente, tout d'abord, je n'ai pas à compter sur qui que ce soit pour mes notes. Je les prépare moi-même et mes réponses demeurent les mêmes. Je me fiche de savoir qui appelle qui ou le nom dont les intéressés se servent, mais je persiste à dire qu'il n'existe pas de bureau de ce genre à Winnipeg, et je ne cesserai de le répéter. Ce genre de question ne mérite pas vraiment qu'on y réponde davantage.

En ce qui a trait à l'accusation du député selon laquelle je déforme les faits, j'ignore comment je pourrais faire pire que mes vis-à-vis; ce sont des champions en la matière. Je suis heureux d'avoir à nouveau l'occasion de vous faire part de ce qu'on disait en manchette dans le numéro du 22 mars du *Winnipeg Free Press*; voici: «Le budget néo-démocrate s'en prend surtout aux plus défavorisés». L'article dit notamment ceci:

Le budget du ministre des Finances Eugene Kostyra va imposer à la mère célibataire qui gagne 27 600 par an une augmentation d'impôt de 21 p. 100.

Des voix: Oh, oh!

M. Foster: Le vice-premier ministre a...

M. Keeper: C'est un compte-rendu déformé.

La présidente suppléante (Mme Champagne): A l'ordre. Je suis sûre que la Chambre aimerait entendre les propos du député d'Algoma.

M. Foster: Madame la Présidente, le débat jusqu'à maintenant a démontré, je pense, que le vice-premier ministre (M. Mazankowski) compte sur une équipe de travail installée dans l'édifice du Centre national de recherches à Winnipeg. C'est vraiment dommage, alors que nous avons là-bas un laboratoire de recherche, d'y avoir installé une bande de bureaucrates. Je ne m'oppose pas à ce que des bureaucrates élaborent à l'intention de l'Ouest un programme de diversification. Cependant, je trouve que c'est vraiment du gaspillage que d'installer des bureaucrates dans ce laboratoire qui devrait être occupé par des scientifiques. Le ministre devrait voir à ce que ce laboratoire serve à de la recherche de pointe et effectue les travaux pour lesquels il a été conçu au lieu d'y installer simplement des bureaucrates.

Quand le ministre annoncera son programme de diversification un peu plus tard au cours du printemps, ainsi qu'il l'a promis il y a quelques semaines dans le *Western Producer*, va-t-il redonner au MEIR les 2 milliards par an de crédits qu'il lui a enlevés, de façon que cette diversification puisse s'accomplir dans l'Ouest et ailleurs?

J'ai deux brèves questions concernant tout le secteur pétrolier. Pourquoi le vice-premier ministre a-t-il refusé de fournir, en parts égales avec le gouvernement de l'Alberta, la garantie de prêts que Syncrude avait demandée? Et le vice-premier ministre pourrait-il nous dire pourquoi le ministre des Finances (M. Wilson) n'a pas prévu dans son Budget l'allocation qui, selon des groupes comme l'IPAC, entraînerait des dépenses nettes de quelque 60 millions de dollars, créerait environ 20 000 emplois, et fournirait 2 000 puits supplémentaires à l'emploi et à la production cette année? Le vice-premier ministre pourrait-il préciser à l'intention des Canadiens de l'Ouest et des députés pourquoi le gouvernement a refusé d'appuyer ces deux projets dont le besoin se faisait désespérément sentir?

M. Mazankowski: Madame la Présidente, j'ai beaucoup d'estime pour le député d'en face. Tous les deux nous avons été élus ensemble pour la première fois. Il est assez intelligent et assez fin politique pour ne pas avoir à emprunter les boniments des néo-démocrates pour poser une question.

Je lui répéterai qu'il n'y a pas de bureau de diversification de l'Ouest à Winnipeg chargé d'élaborer un programme à cette fin. Je vais dire au député où on élabore ce programme. C'est dans mon bureau, avec l'aide du MEIR et d'autres fonctionnaires, et en consultant essentiellement les députés de l'Ouest. Les députés d'en face peuvent dire tout ce qu'ils veulent. Quel que soit le programme de diversification de l'Ouest qui sera présenté, il ne proviendra certainement pas de ce bureau, je peux les rassurer dès maintenant.

Quant à Syncrude, le député devrait savoir tout d'abord que cette société n'a jamais demandé la participation du gouvernement fédéral. C'était le gouvernement provincial qui l'a demandée. Le projet Syncrude a bénéficié jusqu'à présent d'une grande participation fédérale. Une autre phase de ce projet va être entreprise ultérieurement et ces mêmes responsables ont indiqué clairement qu'ils apprécieraient l'aide du gouvernement fédéral également pour cette phase.